

La Turquie et la question kurde : Etyen Mahçupyan « Les avantages du flou artistique »

jeudi 19 septembre 2013, par [Etyen Mahçupyan](#), [Pierre Pandelé](#)

La Turquie traverse à nouveau une période d'effervescence. Toute une série d'indicateurs politiques, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur sont en train de passer à l'orange, si bien que l'année qui vient s'annonce chaude. Les alévis sont de plus en plus braqués contre le gouvernement, le mouvement Gezi qui a continué à bas bruit pendant l'été est en train de repartir suite notamment à [la mort d'un jeune manifestant, Ahmet Atakan, à Antakya](#) il y a quelques jours, le procès sur l'assassinat éventuel par empoisonnement de l'ancien premier-ministre et président Turgut Özal est sur le point de débiter, la diplomatie turque est à la peine aussi bien sur le dossier égyptien que syrien, les risques de représailles et de tentatives de déstabilisation de la part de l'axe irano-syrien sont réels, les travaux et tractations autour du projet de nouvelle constitution et de changement de régime politique se poursuivent sans qu'aucun consensus ne soit dégagé, la livre se déprécie et la croissance économique se ralentit, la perspective des élections locales (*mars 2014*) se rapproche et enfin, voire surtout le processus de résolution de la question kurde commence sérieusement à patiner. C'est un cocktail qui pourrait se révéler explosif pour le pouvoir AKP, qui continue pourtant de dominer outrageusement la scène politique turque.

Je vous propose aujourd'hui une analyse politique d'Etyen Mahçupyan, intellectuel arménien qui a chroniqué dans Radikal, participé à Yeni Binyıl (*Nouveau Millénaire*), dirigé un temps la revue Agos et chronique désormais à plein temps dans Zaman, détenu par la confrérie Gülen, journal de tendance conservatrice, mais qui ouvre régulièrement ses colonnes à des analystes plus libéraux politiquement, comme c'est le cas de Mahçupyan.

L'auteur réagit à la déclaration faite dernièrement par Cemil Bayık, l'un des deux coprésidents du KCK, l'Union des Sociétés du Kurdistan, organisme qui se présente comme une structure étatique parallèle visant à chapeauter tous les domaines de la société kurde, et dont Öcalan est bien entendu le président. Cemil Bayık donc, l'un des fondateurs du PKK et l'actuel numéro 1 de l'organisation, connu pour être plutôt du côté des faucons, a déclaré le 5 septembre : *« Nous avons donné jusqu'au 1^{er} septembre au gouvernement turc. Jusqu'à présent nous n'avons rien vu venir. Cela signifie qu'il ne souhaite pas que le problème soit résolu. Ils veulent la guerre. Et nous nous défendrons. Si des opérations sont lancées nous nous défendrons contre ça. Si la guerre redémarre et qu'ils essayent de nous détruire nous renverrons les groupes de guérilleros [en Turquie] »*. Il a également signifié que le retrait des troupes hors des frontières de la Turquie était gelé ([Le PKK suspend le retrait de ses troupes de Turquie](#)).

Le communiqué du KCK a jeté une ombre sérieuse sur le processus de paix et sur les espoirs de beaucoup d'entre nous.

La perspective de voir la résolution pacifique de la question kurde échouer une fois de plus révèle plus qu'un simple pessimisme transitoire. Elle prouverait une fois de plus notre incapacité à vivre ensemble sur ces territoires, à se parler et se comprendre. Voilà pourquoi le processus de paix est primordial sur le plan historique et psychologique. C'est un levier qui permettrait d'affronter plus facilement les erreurs du

passé, d'examiner notre histoire avec une saine confiance et, en assurant la concorde et la paix sociale intérieure, de traiter pacifiquement les autres questions identitaires [1].

C'est également une dynamique qui influencera directement voire déterminera l'avenir, le poids et la pérennité des acteurs politiques, ce qui explique pourquoi les grilles de lecture apposées par l'AKP et le PKK ne sont pas seulement morales, normatives et basées sur la bonne volonté. Ceux-ci s'efforcent dans le même temps de jauger le contexte et de peser les risques et les gains à escompter.

La question problématique de l'ordre dans lequel doit d'effectuer le retrait [des troupes du PKK hors du territoire turc] et l'état d'imprécision qui a été entretenu à son sujet avec la complaisance malheureuse des médias est symptomatique de la situation. Alors que le gouvernement annonce des réformes qui feraient suite au retrait total, le PKK considère quant à lui que ces réformes constituent le « *premier pas* » du processus de retrait [2]. Et bien que chacun des camps ait perçu la différence de formulation du camp d'en face, personne n'en a pipé mot ni ne l'a confessé publiquement.

C'est qu'à vrai dire cette incertitude bénéficie aux deux partis.

[En effet] le gouvernement savait bien qu'il ne pouvait déployer de trop d'audace en raison des élections [locales] à venir et que le paquet de démocratisation [annoncé] allait se révéler insuffisant dans la perspective de la question kurde. Autrement dit si le retrait [des troupes] s'était exécuté rapidement, l'AKP se serait retrouvé dans une situation difficile.

La résistance du CHP sur la question de la nouvelle Constitution, même si elle apparaît à première vue comme dommageable en empêchant le gouvernement de mener à bien ses réformes, présente l'avantage de pouvoir rejeter sur l'opposition la responsabilité de l'absence d'évolution notable, notamment sur la question de la langue maternelle [d'autoriser l'apprentissage du kurde à l'école]. Dès lors on ne peut pas dire que le gouvernement soit réellement mécontent de la situation actuelle. Il s'est en effet retrouvé [grâce au CHP] déchargé du poids que représente une réforme qu'ils auraient eu beaucoup de mal à mettre en œuvre dans la perspective des élections locales.

[En outre] le fait que la décision [de stopper le] retrait vienne du KCK [des Kurdes] renforce la légitimité de l'AKP et encouragera les votes en sa faveur. Ceux qui tiennent le gouvernement pour responsables [de ce blocage] oublient en effet que telle n'est pas l'opinion majoritaire dans la société turque.

C'est bien l'impression qui règne autour du processus de paix qui est à l'origine de cette situation, et pour le moment cela arrange le gouvernement. Mais il se trouve que cela fait également l'affaire du PKK. Cette imprécision augmente en effet la latitude dont dispose l'organisation et accroît ses marges de manœuvre politiques auprès de son électorat, le mettant à l'abri du risque de « *perdre son identité* ».

La société kurde dans son ensemble attend du gouvernement qu'en parallèle du retrait, celui-ci continue d'aller de l'avant en procédant au moins à des avancées symboliques et fournisse des preuves de sa sincérité quant à l'avenir [du processus]. Ces attentes ne sont pas seulement celles des partisans ou des sympathisants du PKK ; elles reflètent également la volonté des groupes et des individus opposés à l'organisation.

Si de nombreuses composantes de la société kurde rejettent le PKK, ce n'est en effet pas à cause des idées qu'il défend, mais en raison de son usage des armes [3]. Dans un environnement où le recours à la lutte armée se trouve définitivement abandonné, il est clair que leur opinion vis à vis de l'organisation s'adoucirait considérablement. A cela s'ajoute le fait que le positionnement actuel de l'organisation ne constitue pas un option radicale ou extrême mais fait l'objet d'un consensus au sein du mouvement politique kurde.

Autrement dit le crédit dont dispose le PKK et sa centralité politique augmentent dès lors qu'il n'est plus question de lutte armée, à deux conditions : le PKK parvienne à convaincre son électorat que le recours à la participation au jeu politique est « *légitime* » et que la politique menée soit perçue comme « *juste* ». Il faut bien avouer qu'à cet égard, la ligne de conduite observée par l'organisation ces derniers mois a été

couronnée de succès. Le PKK met à profit le flou artistique entretenu à dessein par le gouvernement et renforcera ainsi son monopole politique dans la région aussi longtemps qu'il parviendra à convaincre son électorat qu'on ne retournera pas à la lutte armée [4].

L'organisation déclare à tout le monde qu'une solution qui laisse Qandil [le QG militaire du PKK] de côté n'est pas réaliste, à rebours de la perception, assez populaire dans l'ouest du pays, selon laquelle Öcalan maîtriserait tout et qu'il suffirait dès lors de discuter avec lui... Si l'on songe que cela a augmenté concrètement les capacités d'Öcalan à négocier face au gouvernement, nous comprenons à quel point le mouvement kurde peut se réjouir de l'indétermination du processus, lui qui se soumet toujours en dernière instance à Öcalan mais peut dans le même temps afficher une posture d'autonomie relative à l'intérieur de cette sujétion générale.

Voir en ligne : [Un poisson dans le raki](#)

Sources

Question kurde : Etyen Mahçupyan « Les avantages du flou artistique »

Un poisson dans le raki - traduction et commentaires de Pierre Pandelé - jeudi 12 septembre 2013

[Muğlâklığın hikmeti](#) - Etyen Mahçupyan

Zaman - jeudi 12 septembre 2013

Notes

[1] L'auteur fait allusion à la question arménienne.

[2] Disons plutôt que le BDP/PKK est en faveur de la concomitance du retrait des troupes et du processus de réformes. Notons que le retrait des troupes a commencé, tandis que les réformes quant à elle en sont encore au stade déclamatoire.

[3] On peut considérer que pendant longtemps les deux ont été inséparables, disons jusqu'au premier cessez-le-feu du PKK proclamé en 1993 à la suite du projet de résolution du président Turgut Özal (qui est mort très peu de temps après). Au total le PKK a proclamé à six reprises des cessez-le-feu, le plus souvent pour des raisons tactiques.

[4] J'aurais tendance à préciser pour ma part : que le retour à la lutte armée n'est pas envisagé MAIS qu'il reste possible et que le PKK en détient toujours les moyens. C'est à mon avis tout l'enjeu des rapports de force qui se nouent actuellement autour du processus de paix.